

[Text]

If the bands choose to go ahead and do the things they want to do in accordance with their people's direction, you will see them in courts, harassment, delays; you will see everything.

So right now Canada is wasting one hell of a pile of money doing something that could be done a lot better without the encroachments and these mediocre types that go all the way up the line. That in itself is a big waste by government, by having a department of that kind and that competence and so on. It is a big waste. I think that is what Warren Allmand had in mind when he said there is \$1.2 billion; what would you do with it if we gave it to you, or if we said, take it? Would you? Of course we would. And I think that is where we would begin: with the department.

Secondly—and this example I am sure can be elaborated a lot more eloquently by Sol Sanderson—in the area of training, the manpower department, transfers are made to continuing education in Saskatchewan which include the Indian nations of that province. And do you think we get the money? Again, that is a transfer payment from the federal coffers to the province which very, very seldom and in a very small percentage gets to the bands.

What was the other question?

Ms Jamieson: The unmanageability of a lot of different arrangements.

Chief Ahenakew: Every band is forced right now to sign an agreement with any department it works with. Not all agreements are the same. Some bands refuse to sign those agreements because they say they are inconsistent with their objectives. So, no money.

There are the tribal council system, the district chiefs council system, and the provincial association system. That is not to say that these people would create large bureaucracies to handle the administration and finances. That would be done by the bands themselves, which reduces not only the numbers but certainly the costs and the requirements to run a department, which are enormous.

So I think it is a misconception to believe that if these fiscal arrangements were entered into between an Indian government and the federal government it is going to cost a lot more. I say it is going to cost them a lot less. No, I should not say that. It will cost the same. But a dollar will go one heck of a lot further. And if we co-ordinated all those Indian moneys that Sol referred to earlier—that is the reconstruction matter that I was discussing in the paper. Those can be the reconstruction dollars.

The other thing is that Canada does not seem to want to invest in the First Nations in this country. They would much rather, as they say, drain the taxpayers' dollars by providing

[Translation]

de dépenser leur argent de telle ou telle façon. Si les bandes décident d'aller de l'avant et de faire les choses qu'elles veulent faire, en accord avec les désirs de leur peuple, on les retrouve devant les tribunaux, aux prises avec des harcèlements et des retards de toutes sortes.

Donc, en ce moment le Canada gaspille des sommes faramineuses pour faire des choses qui pourraient être mieux faites sans ces empiètements et sans ces agents médiocres qu'on retrouve à tous les niveaux. Voilà déjà une source importante de gaspillage par le gouvernement, ce ministère, les compétences qu'on y retrouve, et ainsi de suite. C'est un gaspillage éhonté. Je crois que c'est ce que Warren Allmand avait en tête quand il a dit: voici 1.2 milliard de dollars; que feriez-vous de cette somme si nous vous la donnions, ou si nous vous demandions de la prendre? L'accepteriez-vous? Bien sûr que nous la prendrions. Eh voilà, je crois, notre point de départ: le ministère.

Deuxièmement, et Sol Sanderson pourra être beaucoup plus éloquent à ce sujet que moi—en ce qui a trait à la formation, au ministère de la Main-d'oeuvre, des transferts se font à l'éducation permanente en Saskatchewan qui incluent les nations indiennes de cette province. Croyez-vous que nous voyions même la couleur de cet argent? Encore une fois, il s'agit d'un paiement de transfert des coffres fédéraux à la province, et il est très très rare que même une très petite partie de cet argent soit transmise aux bandes.

Quelle était l'autre question?

Mme Jamieson: La difficulté d'administrer toute une série d'ententes différentes.

Le chef Ahenakew: Chaque bande est obligée, à l'heure actuelle, de signer une entente avec tous les ministères avec lesquels elle transige. Ces ententes varient. Certaines bandes refusent de signer ces ententes parce qu'elles ne sont pas d'accord avec leurs objectifs. Donc, elles n'en reçoivent aucun argent.

Il y a le système des conseils tribaux, le système des conseils de chefs de district et le système des associations provinciales. Cela ne veut pas dire que ces gens créeraient de vastes bureaucraties pour s'occuper de l'administration et des finances. Cela serait fait par les bandes elles-mêmes, ce qui réduirait non seulement le nombre de personnes en cause, mais certainement aussi les coûts et les besoins d'un ministère en matière de gestion, qui sont énormes.

Je crois donc qu'il est erroné de croire que si ces ententes fiscales étaient conclues entre un gouvernement indien et le gouvernement fédéral, les coûts augmenteraient considérablement. À mon avis, cela serait beaucoup moins coûteux pour le gouvernement. Non, je ne devrais pas dire cela. Les coûts seront les mêmes. Mais nous en obtiendrions beaucoup plus pour le même argent. Et s'il y avait coordination de tous ces fonds indiens auxquels Sol a fait allusion plus tôt... c'est la reconstruction dont j'ai parlé dans le mémoire. Il s'agirait de fonds de reconstruction.

Une autre chose, c'est que le Canada ne semble pas vouloir investir d'argent dans les premières nations de ce pays. Le gouvernement préfère, comme il l'admet lui-même, drainer les